

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1997 autorisant le Ministre des Finances à poursuivre, en 1997, l'émission des emprunts dénommés « Obligations linéaires » et l'émission des emprunts dénommés « Bons d'Etat »;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires libellées en francs;

Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 1997 fixant le calendrier des adjudications et du règlement des fonds des emprunts dénommés « Obligations linéaires » libellés en francs belges pour le premier semestre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. L'adjudication de la dixième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,75 % — 25 juin 2002 » et de la dixième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 6,25 % — 28 mars 2007 » est fixée au 30 juin 1997 et la date des paiements relatifs à ces tranches est fixée au 3 juillet 1997.

Art. 2. Les intérêts bruts à liquider à la date de valeur de l'adjudication sont calculés selon la formule :

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,75 % — 25 juin 2002 » :

Capital nominal x 8,75 % x 8/360

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 6,25 % — 28 mars 2007 » :

Capital nominal x 6,25 % x 95/360.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 30 juin 1997.

Bruxelles, le 30 juin 1997.

Ph. MAYSTADT

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1997 dat de Minister van Financiën machtigt tot de voortzetting, in 1997, van de uitgifte van de leningen genaamd « Lineaire obligaties » en van de uitgifte van de leningen genaamd « Staatsbons »;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 april 1992 betreffende de uitgifte van de in franken uitgedrukte lineaire obligaties;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 januari 1997 tot vaststelling van de kalender van de aanbestedingen en van de storting van de gelden voor de leningen genaamd « Lineaire obligaties » uitgedrukt in Belgische frank tijdens het eerste semester 1997,

Besluit :

Artikel 1. De aanbesteding van de tiende tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8,75 % — 25 juni 2002 » en van de tiende tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 6,25 % — 28 maart 2007 » is vastgesteld op 30 juni 1997 en de datum van betalingen betreffende deze tranches is vastgesteld op 3 juli 1997.

Art. 2. De bruto interesten te betalen op de valutadatum van de toewijzing worden berekend als volgt :

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 8,75 % — 25 juni 2002 » :

Nominaal kapitaal x 8,75 % x 8/360

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 6,25 % — 28 maart 2007 » :

Nominaal kapitaal x 6,25 % x 95/360.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 juni 1997.

Brussel, 30 juni 1997.

Ph. MAYSTADT

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 1331

[C — 97/12528]

25 JUI 1997. — Arrêté royal modifiant l'article 79, §§ 4, 5 et 9 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982;

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989;

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992;

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994;

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996;

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991;

Arrêté royal du 28 novembre 1996, *Moniteur belge* du 10 décembre 1996;

Arrêté royal du 13 décembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 1331

[C — 97/12528]

25 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 79, §§ 4, 5 en 9 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982;

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989;

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992;

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994;

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996;

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991;

Koninklijk besluit van 28 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 10 december 1996;

Koninklijk besluit van 13 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996.

du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994 et l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et l'article 8, inséré par la loi du 30 mars 1994;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 79, remplacé par l'arrêté royal du 28 novembre 1996 et modifié par les arrêtés royaux des 12 août 1994, 30 mars 1995, 7 avril 1995, 22 novembre 1995, 26 mars 1996 et 13 décembre 1996;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 1997;

Vu l'urgence motivée par le fait que la grande demande émanant des utilisateurs ne peut plus être rencontrée par les critères actuels relatifs à l'inscription des chômeurs dans une agence locale pour l'emploi et qu'il convient donc d'adapter et de simplifier les critères existants d'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 juin 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 79, § 4, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, remplacé par l'arrêté royal du 13 décembre 1996, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 4 Est considéré comme chômeur de longue durée qui peut effectuer des activités dans le cadre d'une agence locale pour l'emploi et est inscrit d'office comme candidat auprès de l'agence compétente pour son lieu de résidence, le chômeur complet indemnisé qui bénéficie depuis au moins deux ans d'allocations de chômage.

Toutefois l'inscription d'office prévue à l'alinéa précédent ne s'applique pas aux chômeurs qui sont dispensés de l'obligation d'être disponibles pour le marché de l'emploi pour une autre raison qu'en vertu des dispositions du § 4bis ou de l'article 79ter, § 5, pour la durée de la dispense.

L'Office informe le chômeur de l'inscription d'office visée à l'alinéa 1^{er}, l'invite à se présenter auprès de l'agence locale pour l'emploi et l'informe de ce qu'à défaut de se présenter, il sera convoqué par celle-ci. L'inscription d'office est supprimée après une reprise de travail pendant six mois calendrier complets.

Est également considéré comme chômeur de longue durée qui peut effectuer des activités dans le cadre d'une agence locale pour l'emploi et qui peut s'inscrire volontairement comme candidat auprès d'une agence locale pour l'emploi, le chômeur complet indemnisé qui dans la période de 36 mois précédent sa demande d'inscription auprès de l'agence a été au moins pendant 24 mois chômeur complet indemnisé.

Le Ministre peut, après avis du comité de gestion, préciser davantage le mode de calcul de la durée du chômage visée aux alinéas précédents.

Par dérogation aux alinéas précédents, le chômeur qui est occupé comme travailleur à temps partiel, qui bénéficie d'une prépension conventionnelle ou qui bénéficie de l'indemnité complémentaire pour travailleurs frontaliers âgés licenciés, ne peut effectuer aucune activité conformément au présent article.

L'inscription auprès de l'agence est suspendue pendant la période durant laquelle le chômeur suit un programme de réintégration comme visé à l'article 27, 9^o.

L'agence remet au chômeur qui effectue des prestations dans le cadre d'une agence locale pour l'emploi un contrat ALE dont le modèle et le contenu sont fixés par le Ministre.

L'agence remet également à ce chômeur un formulaire de prestations dont il ressort que le chômeur satisfait aux conditions requises pour effectuer des activités en application du présent article. Ces activités ne peuvent être effectuées que par un chômeur qui est en possession du formulaire de prestations. ».

11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994 en het koninklijk besluit van 14 november 1996 en op artikel 8, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 79, vervangen door het koninklijk besluit van 28 november 1996 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 augustus 1994, 30 maart 1995, 7 april 1995, 22 november 1995, 26 maart 1996 en 13 december 1996;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 1997;

Gelet op de hoogdringendheid gemotiveerd door het feit dat de grote vraag uitgaande van de gebruikers niet meer kan voldaan worden met de huidige criteria van inschrijving voor een werkloze in een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap, en dat het dus dringend noodzakelijk is de bestaande criteria aan te passen en te vereenvoudigen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 juni 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 79, § 4, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, vervangen door het koninklijk besluit van 13 december 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« §4 Wordt beschouwd als langdurig werkloze die activiteiten mag verrichten in het kader van een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap en wordt ambtshalve ingeschreven als kandidaat bij het werkgelegenheidsagentschap bevoegd voor zijn verblijfplaats, de uitkeringsgerechtigde volledig werkloze die sinds ten minste twee jaar werkloosheidsuitkeringen geniet.

Nochtans is de ambtshalve inschrijving bedoeld in het eerste lid niet van toepassing op de werklozen die vrijgesteld zijn van de verplichting beschikbaar te zijn voor de arbeidsmarkt voor een andere reden dan krachtens de bepalingen van § 4bis of van artikel 79ter, § 5, voor de duur van de vrijstelling.

De Rijksdienst brengt de werkloze van de ambtshalve inschrijving bedoeld in het eerste lid op de hoogte, nodigt hem uit zich aan te bieden bij het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap en brengt hem op de hoogte dat hij, in geval hij in gebreke blijft, zal opgeroepen worden door het agentschap. De ambtshalve inschrijving vervalt na een werkherhvatting gedurende zes volledige kalendermaanden.

Wordt eveneens beschouwd als een langdurige werkloze die activiteiten mag verrichten in het kader van een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap en die zich op vrijwillige basis als kandidaat kan inschrijven bij een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap, de uitkeringsgerechtigde volledige werkloze, die in een periode van 36 maanden vóór zijn inschrijving bij het agentschap minstens gedurende 24 maanden uitkeringsgerechtigde volledige werkloze was.

De Minister kan, na advies van het beheerscomité, de berekeningswijze van de in de vorige leden vermelde werkloosheidsduur nader omschrijven.

In afwijking van de vorige leden, mag de werkloze die als deeltijdse werknemer tewerkgesteld is, die geniet van een conventioneel brugpensioen of die de aanvullende vergoeding van ontslagen bejaarde grensarbeiders geniet, geen activiteiten verrichten overeenkomstig dit artikel.

De inschrijving bij het agentschap wordt geschorst tijdens de periode waarin de werkloze een reïntegratieprogramma volgt zoals bedoeld in artikel 27, 9^o.

Het agentschap bezorgt aan de werkloze die prestaties verricht in het kader van een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap een PWA-contract waarvan het model en de inhoud wordt bepaald door de Minister.

Het agentschap bezorgt aan deze werkloze eveneens een prestatieformulier waaruit blijkt dat de werkloze aan de vereisten voldoet om activiteiten te verrichten in toepassing van dit artikel. Deze activiteiten mogen slechts verricht worden door een werkloze die in het bezit is van het prestatieformulier. ».

Art. 2. Dans l'article 71, § 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 novembre 1996 et modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1996, les mots « alinéa 6 » sont supprimés.

Art. 3. L'article 79, § 9, 2° du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 novembre 1996 et modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1996 est remplacé par la disposition suivante :

« 2° à raison de 20 % à l'agence locale pour l'emploi compétente pour la commune ou l'activité a été effectuée. Au moins un quart de ce montant doit servir à financer des formations au profit des chômeurs inscrits à l'agence. Le restant de ce montant sert à couvrir les frais d'administration et à financer des initiatives locales pour l'emploi. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997.

Toutefois, la disposition de l'article 79, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, telle qu'en vigueur avant la date visée à l'alinéa 1^{er}, reste applicable jusqu'au 30 juin 1998 au chômeur qui a été occupé dans le cadre d'une agence locale pour l'emploi en application de cette disposition avant le 1^{er} juillet 1997.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Art. 2. In artikel 79, § 5, eerste lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 november 1996 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1996, worden de woorden « zesde lid » geschrapt ».

Art. 3. Artikel 79, § 9, 2°, van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 28 november 1996 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1996 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° naar rato van 20 % gestort aan het plaatselijke werkgelegenheidsagentschap, bevoegd voor de gemeente waar de activiteit wordt uitgeoefend. Minstens een vierde van dit bedrag dient aangewend teneinde opleidingen te financieren ten behoeve van de werklozen ingeschreven in het agentschap. De rest van het bedrag dient om de administratiekosten te dekken en plaatselijke werkgelegenheidsinitiatieven te financieren. ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.

De bepaling van artikel 79, §4, tweede lid van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, zoals van kracht vóór de datum voorzien in het eerste lid, blijft echter van toepassing tot 30 juni 1998 op de werkloze die tewerkgesteld is in het kader van een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap in toepassing van deze bepaling vóór 1 juli 1997.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1332

[C - 97/12529]

25 JUNI 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 61, modifié par la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1995, l'arrêté royal du 22 décembre 1995 et l'arrêté royal du 23 décembre 1996;

Vu la loi du 25 avril 1963 relative à la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 19 juin 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les employeurs qui peuvent organiser des programmes de transition professionnelle à partir du 21 juin 1997, doivent savoir sans délai sous quelles conditions et sous quelles modalités le plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi sera d'application pour l'occupation des demandeurs d'emploi dans le cadre des programmes de transition professionnelle, de sorte que les objectifs en matière d'emploi puissent être réalisés de manière optimale;

(1) Voir note à la page suivante.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1332

[C - 97/12529]

25 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 61, gewijzigd bij de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1995, bij het koninklijk besluit van 22 december 1995 en bij het koninklijk besluit van 23 december 1996;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 19 juni 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werkgevers, die vanaf de datum van 21 juni 1997 doorstromingsprogramma's kunnen organiseren, onverwijld dienen te weten onder welke voorwaarden en volgens welke modaliteiten het banenplan ter bevordering van de tewerkstelling van werkzoekenden van toepassing is op de tewerkstelling van werkzoekenden in de doorstromingsprogramma's, zodat de tewerkstellingsobjectieven maximaal kunnen gerealiseerd worden;

(1) Zie nota op de volgende bladzijde.